



Après la « falsification » des chiffres de la délinquance, la « falsification » des fiches S ?

Monsieur COLLOMB a fait une promesse : fin de la bureaucratie afin que les policiers puissent être sur le terrain.

La réalité est toute autre, comme le Canard Enchaîné le relate dans son article du 30 mai 2018 : « *fichage S comme saturation.* »

Les services de renseignement n'arrivent pas à suivre les 10 500 fichés S pour radicalisation avec les moyens actuels attribués.

Au lieu de les renforcer (effectifs et moyens) ou de cibler un nombre de fichés S qu'on peut réellement suivre en l'état actuel, le Service Central du Renseignement Territorial (SCRT) propose d'en rajouter 5000 ! Et avant le 18 juin 2018 !

En haut lieu, on pourra se rassurer comme après comme les attentats de 2015, où le nombre de fiches S est passée de 10 000 (5000 pour radicalisation) à 20 000 (10 500 pour radicalisation) en 2016. Les statistiques sont bonnes et on pourra sortir le « parapluie » quand le prochain attentat se produira.

Dans les services, les agents du renseignement vont devoir « bricoler » des motifs pour faire rentrer ces 5000 « objectifs » au Fichier des Personnes Recherchées (FPR), comme le « diktat » de la centrale leur demande. Bien sûr ce sera leur responsabilité et non celle de la centrale qui sera engagée, si jamais un juge trouve les motifs du fichage « fallacieux ». Pendant qu'ils vont rentrer ces 5000 noms en moins de 3 semaines, ils seront moins présents sur le terrain, alors que la menace terroriste est toujours très élevée, comme nous le rappelle tristement l'attentat de Liège, en Belgique.

Heureusement que dans certains départements les fonctionnaires du Renseignement Territorial disposeront enfin d'un budget pour obtenir le meilleur de leurs contacts : 1,50€/mois. Une honte !!!

Pour achever de désorganiser le Renseignement Territorial, le Procureur de la République de Paris, Monsieur François MOLINS et le Président de la République Monsieur Emmanuel MACRON, veulent informer les maires des fichés S installés sur leur commune, sans savoir si c'est une « vraie » fiche S ou une fiche S « statistique » ... Des informations confidentielles, voire secret défense, vont se retrouver dans la nature, compliquant encore le travail des agents de ce service central, mais également de la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (DGSI).

VIGI. demande une nouvelle fois qu'on arrête de gérer la Police Nationale à coup de chiffres, de statistiques et d'excuses une fois le drame arrivé. La réalité n'a rien avoir avec les tableaux aseptisés présentés dans les hautes sphères.

Nous demandons que le Renseignement Territorial sorte au plus vite de la Sécurité Publique pour redevenir une direction indépendante.

Nous demandons une nouvelle fois au Président de la République de nous recevoir, si jamais il se soucie autant de la sécurité de la population que de faire le buzz en rencontrant RHIANA, BONO et maintenant Monsieur GASSAMA.

« Qui veut faire quelque chose trouve un moyen. Qui ne veut rien faire trouve une excuse »
proverbe.